

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1376

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

La Suisse neutre et affairiste

LA BOÎTE DE Pandore est ouverte d'où s'échappent toutes les critiques adressées à la Suisse vertueuse. Après la dénonciation des relations coupables avec l'Allemagne nazie, voici celle du soutien au régime de l'apartheid d'Afrique du Sud. Une initiative parlementaire demande l'ouverture d'une enquête fédérale et la levée du secret bancaire pour déterminer clairement l'ampleur de l'aide que les banques suisses ont offerte au régime honni de Pretoria.

Personne ne peut nier l'importance que les banques et la place financière suisses ont représentée pour l'Afrique du Sud. Mais en focalisant une enquête sur l'attitude commerciale des banques, c'est passer à côté du vrai problème: celui de la politique étrangère de la Suisse. Car, jusqu'à plus ample information, les banques ont fait de fructueuses affaires dans le pays de l'apartheid avec la bénédiction du Conseil fédéral.

Le credo politique de la Suisse a été la neutralité et l'universalité des relations économiques internationales. Dans cette logique, boycotter un pays est un acte hostile, contraire à la neutralité. Au mieux, lorsque l'ensemble de la communauté internationale décide d'un embargo économique, Berne accepte de ne pas détourner les sanctions. La Suisse s'engage à maintenir le «courant normal» de ses échanges. Priorité donc aux affaires

sous le vertueux couvert de la neutralité. Dans son récent message d'adieu, le secrétaire d'État Franz Blankart reconnaît que l'Office fédéral des affaires économiques extérieures qu'il dirigeait, a été pratiquement le seul Office fédéral en charge des négociations avec l'étranger.

Il paraît maintenant que les choses sont en train de changer. La Suisse oserait définir une politique étrangère. L'examen critique des relations de la Suisse avec l'Afrique du Sud, réclamé par l'initiative parlementaire, devrait renforcer cette tendance. Mais pourquoi s'acharner sur le comportement des banques? En

Pourquoi s'acharner sur le comportement des banques?

En pure logique des affaires, elles ont fait ce que Berne n'interdisait pas

pure logique des affaires, elles ont fait ce que Berne n'interdisait pas. Mieux vaut, par une recherche historique sans complaisance, mettre en évidence les carences de l'action politique fédérale et son refus de

subordonner les affaires économiques à l'intérêt général du pays. Dans un accès inhabituel de franchise, le Conseil fédéral reconnaît lui-même que son attitude face aux sanctions contre l'Afrique du Sud «ne relevait pas d'une vision très large»!

On devrait donc logiquement attendre du gouvernement qu'il cesse de mener la politique imposée par un monde bancaire helvétique trop puissant. Mais le Conseil fédéral n'est pas seul. Et la majorité parlementaire reste toujours bienveillante à l'étroite logique des affaires. AT